

Le Printemps de l'€™eau

Dossier de la rédaction de H2o
March 2022

La Coordination EAU Île-de-France organise pour la deuxième année consécutive le Printemps de l'eau, avec de nombreux partenaires associatifs et citoyens. Cet événement se déroule dans des initiatives locales variées : des meetings, une exposition, des projections-débats, des ateliers, une balade et un grand rassemblement.

Le réveil citoyen est manifeste sur les questions de l'eau : il concerne le retour au public de la gestion et, fait nouveau, de la production d'eau potable, mais pas seulement : l'eau en bouteilles, l'eau et l'agriculture, sont au cœur de nouvelles batailles citoyennes. Le droit humain à l'eau fait son chemin, à la fois au travers de la question des tarifs remis en discussion dans les nouvelles régions et de celle de l'accès pour les personnes non-raccordées au réseau, une préoccupation qui a émergé fortement avec la crise sanitaire. De nouveaux enjeux apparaissent comme les droits de la nature et des cours d'eau ou la restauration des cycles de l'eau pour lutter contre les dérèglements climatiques. Dans ce contexte, le Printemps de l'eau vise à prendre la mesure des avancées citoyennes, les poursuivre et les renforcer.

Les élections municipales en 2020 ont confirmé la volonté du retour à la gestion publique de l'eau, ayant émergé il y a une quinzaine d'années en France. Des métropoles comme Lyon et Bordeaux, deux territoires du Grand Paris (Est Ensemble et Grand Orly Seine Bièvre), plusieurs villes moyennes comme Annecy, ont pris la décision de passer en gestion publique. Dans les prochaines années, c'est plus de trois millions d'usagers qui vont ainsi passer d'une gestion privatisée à une gestion publique. À Est Ensemble, c'est une victoire historique avec le vote à l'unanimité de la décision créer une région publique territoriale, qui conclut douze ans de débats et de luttes menés par la Coordination. Le combat se porte à présent aussi sur la production d'eau potable. Dans le sud parisien, plusieurs collectivités sont en train de constituer un syndicat de production et souhaitent récupérer des usines que Suez exploite ou à construire une nouvelle usine. Alors que le Syndicat des Eaux d'Île-de-France (SEDIF) souhaite imposer un nouveau dispositif technologique de Veolia, l'osmose inverse basse pression, des élus du sud francilien, en particulier de l'agglomération Grand Paris Sud, se sont mobilisés pour faire obstacle au projet pilote prévu à l'usine d'Arvigny.

Le Printemps de l'eau - programme